

REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : [2617-7560](#)

Directeur de Publication : Professeur N'GORAN-POAMÉ Léa M. L.

Directeur de Rédaction : Professeur Jean-Claude OULAI

Comité Scientifique

Prof. ABLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara
Prof. Alain KIYINDOU, Université Bordeaux-Montaigne
Prof. Azoumana OUATTARA, Université Alassane Ouattara
Prof. BAH Henri, Université Alassane Ouattara
Prof. BLÉ Raoul Germain, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. Claude LISHOU, Université Cheikh Anta Diop
Prof. Edouard NGAMOUNSIKA, Université Marien Ngouabi
Dr Francis BARBEY, MCU, Université Catholique Lomé
Prof. GORAN Koffi Modeste Armand, Université F. Houphouët-Boigny
Dr Jérôme VALLUY, MCU, HDR, Université Panthéon-Sorbonne
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara
Prof. KOUAMÉ Kouakou, Université Alassane Ouattara
Prof. MAKOSSO Jean-Félix, Université Marien Ngouabi
Prof. NANGA A. Angéline, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. POAMÉ Lazare Marcelin, Université Alassane Ouattara
Prof. TRO Dého Roger, Université Alassane Ouattara

Comité de Rédaction

Prof. ABLOU Camille Roger
Prof. KOUAMÉ Kouakou
Prof. Jean-Claude OULAI
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr NIAMKEY Aka, MCU
Dr Oumarou BOUKARI, MCU

Comité de Lecture

Prof. IBO Lydie
Prof. KOFFI Ehouman René
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr ASTÉ N'Cho Jean-Baptiste, MCU
Dr IRIÉ Bi Tié Benjamain
Dr ADJUÉ Anonkpo Julien
Dr COULIBALY Daouda
Dr KOUADIO Gervais-Xavier
Dr KOUAMÉ Khan

Marketing & Publicité : Dr KOUAMÉ Khan

Infographie / Web Master : Dr TOURÉ K. D. Espérance / SAnguen KOUAKOU

Éditeur : DSLC

Téléphone : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

Courriel : soumission@relacom-slc.org

Indexation : <https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>
<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

Site Internet : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. Recommandations aux auteurs

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. Normes Editoriales (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. Règles d'Ethiques et de Déontologie

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

AXE 1 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE POLITIQUE, GOUVERNANCE VERTE ET GÉNÉRATIONS FUTURES

1. IRIÉ Bi Tié Benjamain / DJADOU Ané Armal (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Discours et actions communicationnelles de l'État ivoirien dans la dynamique de la diplomatie climatique 10
2. KONAN Kouassi Frédéric / SIBIRI Yéo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Rechauffement climatique et gouvernance politique : pour la valorisation de la communication des risques 27
3. YEO tenan (Université de San Pedro, Côte d'Ivoire)
Des "donneurs de leçons" et des "climatosceptiques" : quand le discours institutionnel devient un catalyseur des représentations cognitivo-discursives 37

AXE 2 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DISCOURS MÉDIATIQUES, SAVOIRS ET ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE

4. GBODJÉ Brice Aubain (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
L'usage de Facebook dans la sensibilisation sur le changement climatique en Côte d'Ivoire : analyse des actions communicationnelles du MINEDDTE 48
5. LAMAH-KAGBA Nina Roseline (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Des enjeux de la communication dans l'appropriation de l'Intelligence Artificielle au dérèglement climatique en Côte d'Ivoire 62
6. NIAMKEY Aka / SORO Oumar Go N'Golo Emmanuel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les RSN comme relais des discours officiels de l'État de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le rechauffement climatique 71
7. N'CHO Ignace Yébi (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Représentations sociales du rechauffement climatique et discours médiatique 82

AXE 3 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ACTIONS CLIMATIQUES, DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROIT DE L'HOMME

8. BOUADOU Koffi Jacques Anderson (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Analyse communicationnelle des impacts du rechauffement climatique sur les droits des enfants en Côte d'Ivoire 93

9. Khan KOUAMÉ / Kouakou Guillaume YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
De la dynamique informationnelle de la SODEXAM à la logique des représentations sociales face au défi du changement climatique en Côte d'Ivoire 105
10. KOUAMÉ Kouakou Hilaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Information, communication et éducation des écoliers à l'écocitoyenneté : une barrière contre le réchauffement climatique 116

AXE 4 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, SECURITÉ (ALIMENTAIRE, ÉCONOMIQUE, ÉNERGÉTIQUE, SANITAIRE) ET RELATIONS INTERNATIONALES

11. Bi Kahou Albert DJE / Richmond Goblin IRIÉ Bi (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
TIC et marketing innovant dans la gestion des projets écologiques en zones savañicoles de Côte d'Ivoire 129
12. KOUAMÉ Aya Carelle Prisca épouse. KONATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / AKÉ Affoué Hélène (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Dynamique d'une communication d'adaptation climatique agricole en vue d'une sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire 142

AXE 5 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET RSE

13. AMON Imbie Anicette épouse. FOLOU / AHIZI Anado Jean Michel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Communication et problématique de la responsabilité sociétale de l'entreprise UBIPHARM dans la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire 153

AXE 6 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, VIE, SURVIE DES LANGUES AFRICAINES ET DYNAMIQUES LINGUISTIQUES

14. BONKOUNGOU Pelga (Université Norbert Zongo, Koudougou-Burkina Faso)
L'enseignement bilingue au Burkina Faso : une alternative crédible pour une meilleure diffusion et perception des enjeux du concept de réchauffement climatique 166
15. KOFFI Kouakou Mathieu (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le tandem feu de brousse et réchauffement climatique à l'ordre du jour en Côte d'Ivoire : vers une ingéniosité de gestion inclusive avec l'alphabétisation fonctionnelle 176
16. N'GATTA Koukoua Etienne / ALLÉ Chiayé Mariette Amandine (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Changement climatique et évaluation du temps : regard croisé culture Aboué et culture Akyé 192
17. SILUÉ Kolo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le monde agricole à l'épreuve des changements climatiques : quel discours alternatif pour un changement de comportement ? 202

AXE 3 :
**RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ACTIONS CLIMATIQUES,
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROIT DE L'HOMME**

ANALYSE COMMUNICATIONNELLE DES IMPACTS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE SUR LES DROITS DES ENFANTS EN CÔTE D'IVOIRE

BOUADOU Koffi Jacques Anderson
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
bouadou80@yahoo.fr

Résumé :

Le réchauffement climatique entraîne l'extrême pauvreté, des inégalités et de la vulnérabilité dont souffrent les enfants. Il entrave la réalisation de leurs droits inscrits dans la Convention Internationale des droits des enfants en les privant de nourriture, d'habitations descentes, d'eau mais aussi de soins et de protection. Et Selon l'UNICEF, le réchauffement climatique pourrait provoquer 250 000 décès supplémentaires chaque année chez les enfants, d'ici 2100. C'est une réalité dont tous les enfants, où qu'ils se trouvent, en subiront les effets. Le réchauffement climatique impacte par ricochet le bien-être des futurs citoyens ivoiriens. Notre étude qui s'est déroulée à Akoiboissué dans le département d'Agnibilékrou à l'Est de la Côte met en relation le réchauffement climatique et les droits des enfants. A cet effet, des questions méritent d'être posées : Quelles contributions de la communication dans la protection des enfants du spectre de la crise climatique en Côte d'Ivoire ? Comment le réchauffement climatique impacte – t-il les droits des enfants ? Quel lien peut-on établir entre réchauffement climatique et droits des enfants ? Les hypothèses de la recherche relèvent que : la communication peut contribuer à limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants ; le réchauffement climatique impacte négativement les droits des enfants ; il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Notre étude vise d'abord à montrer la contribution de la communication dans la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant ; ensuite montrer l'existence d'un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants et enfin, faire connaître les différents impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants en Côte d'Ivoire. Les résultats ont abouti à l'établissement d'un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants, à l'identification des différents impacts du réchauffement climatique sur les droits fondamentaux des enfants et aux actions contributives de la communication en vue de limiter les effets du réchauffement climatique sur le bien-être des enfants.

Mots clés : Bien-être des enfants, climat, droits des enfants, forêt, Réchauffement climatique

Abstract :

Global warming leads to extreme poverty, inequality and vulnerability among children. It hinders the realization of their rights enshrined in the International Convention on the Rights of Children by depriving them of food, decent housing, water but also care and protection. And according to UNICEF, global warming could cause 250,000 additional deaths each year among children by 2100. It is a reality that all children, wherever they are, will suffer the effects. Global warming indirectly impacts the well-being of future Ivorian citizens. Our study which took place in Akoiboissué in the Agnibilékrou department in the East of the Coast links global warming and children's rights. To this end, questions deserve to be asked: What contributions does communication make to the protection of children from the specter of the climate crisis in Côte d'Ivoire? How does global warming impact children's rights? What link can we establish between global warming and children's rights? The research hypotheses note that: communication can help limit the effects of global warming on children's rights; global

warming negatively impacts children's rights; there is a causal link between global warming and children's rights. Our study aims first to show the contribution of communication in limiting the effects of global warming on the rights of the child; then show the existence of a causal link between global warming and children's rights and finally, make known the different impacts of global warming on the rights of children in Côte d'Ivoire. The results led to the establishment of a causal link between global warming and children's rights, to the identification of the different impacts of global warming on the fundamental rights of children and to contributory communication actions with a view to limiting effects of global warming on the well-being of children

Keywords : Child well-being, climate, children's rights, forest, Global warming

Introduction

Le réchauffement climatique est un phénomène global de transformation du climat caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes (liée aux activités humaines), et qui modifie durablement les équilibres météorologiques et les écosystèmes. De façon plus précise, c'est l'augmentation des températures liées à l'activité industrielle et notamment à l'effet de serre. Il est la conséquence du rejet excessif des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et les activités humaines polluantes en sont les uniques responsables.

L'actualité sur le réchauffement climatique est fortement médiatisée à l'image de la couverture médiatique internationale dont font l'objet les différentes conférences. Notre planète se réchauffe sous l'effet de nos activités. Chaque année, nous vivons de nouvelles catastrophes climatiques à travers le monde. Des scientifiques regroupés au sein du Groupe International d'Experts sur le Climat (GIEP) dans leur rapport de 2022, analysent les causes du réchauffement climatique et son impact sur l'écosystème et sur la société en élaborant des modèles prédictifs. Pour eux, les causes du réchauffement climatique ne sont pas naturelles mais économiques et industrielles. Selon le site d'information Média terre¹⁸ (30 janvier 2020), les territoires de la Côte d'Ivoire comme dans la plupart des territoires de la biosphère, subissent vraisemblablement les effets néfastes du réchauffement climatique dans sa filière agricole. Ses effets bien que variables selon les régions, sont déjà observables dans le pays avec la modification des saisons de pluies. Certes, la Côte d'Ivoire subit les aléas du réchauffement climatique, mais sa situation n'est pas alarmante. Ce phénomène qui se traduit par une hausse régulière des températures à la surface du globe ne constitue pas seulement une menace pour l'agriculture, mais apparaît également comme une menace pour l'avenir des enfants et leurs droits. Selon la convention internationale des droits des enfants, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. Le dérèglement de l'écosystème met donc en péril les droits des enfants. Les effets du réchauffement climatique impactent considérablement les droits fondamentaux de l'enfant eu égard aux impacts sur l'environnement. De ce qui précède, quelles contributions de la communication dans la protection des enfants du spectre de la crise climatique en Côte d'Ivoire ? Comment le réchauffement climatique impacte-t-il les droits des enfants ? Quel lien peut-on établir entre réchauffement climatique et droits des enfants ?

Nous pouvons dégager les hypothèses suivantes : la communication peut contribuer à limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants ; le réchauffement climatique impacte négativement les droits des enfants (éducation, santé,

¹⁸ Site d'informations mondiales francophone pour le développement durable, officiellement lancé en août 2002 depuis Johannesburg lors du sommet Mondial sur le Développement Durable « Sommet de la terre 2 »

alimentation, protection) ; il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants. L'étude vise trois objectifs. Elle vise d'abord à montrer la contribution de la communication dans la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant ; ensuite faire connaître les différents impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants et enfin présenter le lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

1. Matériels et Méthodes

La recherche s'est appuyée sur une approche mixte c'est-à-dire quantitative et qualitative et s'est déroulée pendant trois semaines c'est-à-dire du 7 mai au 28 mai 2023 à Akoboissué, une localité de l'Est de la Côte d'Ivoire appartenant au département d'Agnibilékrou, région Indénié-Djuablin avec une population estimée à 6206 Habitants selon le recensement général de la population et de l'Habitat (2021) Akoboissué est une zone agricole abritant de nombreux paysans. Cette localité est constamment perturbée par les variations climatiques qui ont des conséquences directes sur la production agricole. L'étude a ciblé 205 personnes dont 8 agents des eaux et forêts et 197 paysans. Les paysans ciblés pratiquent à la fois les cultures d'exportation (café, cacao) et les cultures vivrières et ont vu leurs productions chutées ces cinq dernières années du fait de la baisse de pluviométrie dans la localité. La technique d'échantillonnage utilisée est l'échantillonnage non probabiliste. L'étude reposant sur une approche mixte a mobilisé les outils suivants : le questionnaire, l'entretien semi-directif, la documentation.

Comme dans n'importe quel type de recherche, la démarche qualitative renferme une recherche documentaire très vaste qui consiste à faire le point sur le sujet étudié par une revue de la littérature. Nous avons donc procédé à un examen de documents.

Pour ce faire, nous avons consulté les documents (travaux scientifiques, périodiques, textes législatifs, rapports d'organisations internationales en ligne publications administratives, photographies, etc.).

Les travaux de B.T. Goula, V.J. Kouassi, L. Savané (2006) mettent en lumière les impacts du changement climatique sur les ressources en eau du bassin versant du Bandama. Dans ces travaux il est fait cas de simulations prédisant en l'an 2075 une hausse de la température plus importante en zone de savane au nord de 2,75 °C et 4,1 °C. Ils poursuivent en affirmant que les zones pré-forestières et de savane arborée connaîtront une augmentation moindre de la température d'environ 2,28 °C (GFD3) et 3,02 °C (UK89). La pluviométrie connaîtra une variation relative dans les deux zones. la zone pré-forestière et de savane observera une baisse pluviométrique de 1,33 % et celle des savanes (forêt claire), une baisse de 1,36 %. Les résultats de ces travaux même s'ils apparaissent comme des prévisions sont très inquiétants sur plan économique et environnemental car une baisse de la pluviométrie impactera la production agricole voire les revenus des planteurs. Ceux-ci éprouveront donc des difficultés à assurer les soins et la scolarité de leurs enfants.

Dans un rapport publié sur son site (mai 2023) l'ONG Terre des Hommes Suisse mentionne la menace de la crise climatique sur les droits de l'enfant. Selon ce rapport le réchauffement constitue un péril pour les droits des enfants. Pour Anahy Gajardo, spécialiste de l'Education en vue d'un Développement Durable (EDD) à Terre des Hommes Suisse : « *Nous avons une responsabilité envers la génération suivante. La survie de la planète et le respect des droits humains des enfants et des jeunes est aujourd'hui en péril. Nous devons agir pour un monde plus solidaire, inclusif et équitable tout en remettant la préservation de la planète au cœur de nos préoccupations et actions. À cet égard, l'éducation constitue un moyen fondamental pour apprendre à vivre ensemble dans la solidarité et dans le cadre des limites planétaires.* »

Le site d'information « Média terre » dans sa publication du 30 janvier 2020 donne l'alerte sur une urgence d'action en vue de freiner les effets du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. Le site publie l'information selon laquelle, les riziculteurs traditionnels pluviaux de Gagnoa sont très affectés par les effets du changement climatique à cause de plusieurs facteurs dont les conditions socio-économiques précaires. La crise climatique a engendré dans cette région une augmentation de température maximale et minimale avec des séquences sèches de plus en plus accrues et un raccourcissement de la saison des pluies. Ce dérèglement peut constituer une menace sur le droit à l'alimentation des enfants car un sol et une végétation altérés par le réchauffement climatique ne peuvent être fertiles et nourriciers. Par ailleurs, le rapport de l'OIM (2008) fait constater que l'impact le plus marqué de l'évolution du climat pourrait être ressenti au niveau des migrations humaines avec le déplacement de millions de personnes sous l'effet de l'érosion des zones côtières, de l'inondation des côtes et de la perturbation de l'agriculture. Les flux de migrants climatiques caractérisés par un départ massif de personnes des zones à risques vers des zones plus sûres peuvent mettre en péril le droit à la vie de l'enfant.

La liste des documents collectée dans le cadre de l'approche qualitative n'est pas exhaustive, nous avons juste fait le choix de quelques-uns pour donner un aperçu de l'étude.

Pour atteindre les objectifs de la recherche nous avons convoqué la théorie du changement. La notion de théorie du changement est issue de la théorie du programme en évaluation auquel on ajoute une préoccupation pour la participation et l'apprentissage. Elle a formellement été proposée par Carol Weiss en 1995. La théorie du changement est une façon de décrire comment un groupe espère atteindre un but donné à long terme (A. Anderson 2005 :.3). Il ne s'agit pas d'une méthode conçue spécifiquement pour mesurer l'impact puisqu'elle sert d'abord d'outil d'aide au développement des solutions à des problèmes sociaux complexes. (A. Anderson, op cit, p.1). Cela dit la théorie du changement facilite l'évaluation et la mesure de l'impact social (D. Taplin et al, 2013). Elle permet donc dans le cadre de notre étude de mesurer les impacts potentiels du réchauffement climatique sur les droits des enfants.

2. Résultats

2.1. Connaissance des populations des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Tableau1 : Connaissances des populations des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Personnes interrogées	Réponses obtenues	Pourcentage des personnes interrogées
57	Informé sur le sujet	28%
83	Déjà entendu parler du réchauffement climatique, mais ne connais pas ses impacts sur les droits des enfants	40%
65	Jamais entendu parler	32%
Total : 205		Total : 100%

Source : Données de l'étude

De ces résultats, l'on retient que 28% des enquêtés sont informés des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants Ceux-ci affirment être informés sur

ce phénomène au moyen des médias surtout internationaux. « *Je m'informe beaucoup sur tout ce qui touche au réchauffement climatique à travers RFI* » (K.H, 48 ans, paysans et gérant de coopérative, Akoboissué). « *J'ai eu beaucoup d'informations sur le réchauffement climatique lors du COP 15 qui s'est tenu à Abidjan, la RTI et France 24 faisaient de grands développements sur le sujet* » (G.F, 38 ans, Secrétaire de direction)

A côté du pourcentage des personnes informées sur les impacts du réchauffement climatique sur l'avenir des enfants, 40% des enquêtés reconnaissent avoir déjà entendu parler du réchauffement mais ne sont pas informées de ses impacts sur les droits des enfants. Ils ont une idée vague sur le sujet. Mais ils ont été unanimes sur le fait qu'ils n'accordent pas d'intérêt à la problématique de la crise climatique. « *Je vois souvent des reportages sur le sujet à la télévision, mais je n'ai jamais pris le temps de regarder* » (K.I, 56ans, paysans Akoboissué). Par ailleurs, 32% affirment n'avoir jamais entendu parler de ce fléau ainsi que de ses effets indésirables sur les droits des enfants.

2.2. Les causes du réchauffement climatique selon les enquêtés informés sur le fléau

Tableau 2 : Causes du réchauffement climatique selon les enquêtés informés sur le fléau

Personnes ayant répondu	Causes du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire	Pourcentage des personnes ayant répondu
25	Déforestation	44%
20	Développement économique et industriel	35%
12	Pollution de l'atmosphère par les entreprises et les véhicules	21%
Total : 57		Total : 100%

Source : Donnée de l'étude

Les résultats sur les causes du réchauffement climatique ont été obtenus auprès des 57 personnes qui nous ont confié être informées sur le réchauffement climatique. Pour 44% des enquêtés la déforestation est à l'origine de la crise climatique en Côte d'Ivoire. Ils justifient leur réponse par le fait que des hectares de la forêt ivoirienne sont détruits pour des pratiques agricoles. « *Le couvert forestier n'existe pratiquement plus dans ce village, tout a été détruit pour la pratique des cultures d'exportation* ». (G.J, 46 ans, agents des eaux et forêts, Akoboissué).

« *Nous sommes obligées d'aller faire des plantations dans d'autres zones où il y'a encore de la forêt* » (M.F, 32 ans paysan et président des jeunes d'Akoboissué). Par ailleurs 35% estiment que le réchauffement climatique est causé par le développement économique et industriel du pays. « *L'on a détruit des pans entier de forêts pour construire des infrastructures économiques et bâtir des habitations*» (T.L, 42 ans, paysan). « *Les exploitants forestiers sous prétexte de posséder un permis d'exploitation, détruisent au quotidien nos forêts en coupant les bois* » (B.B, 24 ans, Etudiant). Mais pour 30% des individus interrogés, le réchauffement climatique est provoqué par les fumées provenant des entreprises et des échappements des véhicules.

2.3. Les impacts du réchauffement climatique sur les activités des populations interrogées

Les paysans interrogés dans le cadre de la recherche même si certains affirment n'être pas informés sur le réchauffement climatique, reconnaissent une baisse de la

pluviométrie, une augmentation de la chaleur dans le village. Ces variations climatiques ont impacté la production agricole avec une baisse de la production du cacao, de l'igname, de la banane plantain. « *Dans ces trois dernières années, je n'arrive pas à récolter 10 t de cacao pendant la grande traite, là où je récoltais avant 15 t* » (KB, 57 ans, paysan). « *Mon champ d'igname a donné peu de récoltes parce qu'il n'a pas suffisamment plu cette année pendant la saison des pluies* ». (A.S, 43 ans, paysanne). Lors des entretiens, certains paysans nous ont confié être découragés de la baisse constatée dans leurs productions agricoles du fait des saisons de pluies qui ne sont pas respectées et également de l'augmentation de la température ; baisse de production qui entraîne une baisse des revenus. « *Mon champ de cacao ne produit plus grande chose, je n'ai donc plus les moyens pour m'occuper de ma famille* » Ils poursuivent en affirmant que les terres sont devenues arides du fait de la hausse de température dans le village les poussant à aller chercher des terres fertiles et cultivables dans des villages très éloignées d'Akoboissué. Nous avons pendant les travaux visités des plantations de cacao qui ont visiblement subi l'effet de la baisse de la pluviométrie avec des feuilles de cacaoyers à peine vertes et des cabosses qui peinent à se développer convenablement. « *La production agricole dépend fortement du temps et du climat* » (D.F, 44 ans, agent des Eaux et Forêts). « *En l'absence de précipitations adéquates et de températures appropriées, les récoltes sont mauvaises, la production agricole tend à décliner plutôt qu'à augmenter* » (K.H, 46 ans, Lieutenant des Eaux et Forêts). Les résultats de la recherche montrent qu'Akoboissué est touché par la déforestation ; ce qui rend les paysans vulnérables face à l'intensification des périodes de sécheresses. Mais, force est de constater que les fortes pluies qui surviennent au mauvais moment, constituent une menace pour les paysans car elles détruisent des récoltes entières et génèrent parfois des inondations qui dévastent des terres cultivables.

2.4. Lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Après la synthèse des documents consultés et des recherches effectuées sur le terrain, nous avons identifié les droits fondamentaux des enfants qui subissent les effets du réchauffement climatique. Nous pouvons citer entre autres : le droit à l'éducation, à la santé, à un environnement sain, à la protection contre l'exploitation, la violence. . La corrélation entre réchauffement climatique et les droits des enfants est donc une réalité à ne pas négliger.

Au niveau du droit à la santé, les événements climatiques peuvent favoriser la propagation de maladies chez les enfants telles que la diarrhée, le paludisme et la malnutrition. En effet le réchauffement climatique impactant l'eau, les enfants ne pourront pas avoir accès à l'eau potable et seront exposés à diverses maladies. Aussi les effets sur le sol provoquant une baisse de la production agricole donc une baisse des revenus des parents ; ceux-ci ne disposeront pas de moyens financiers pour subvenir aux soins de leurs enfants malades. Le réchauffement climatique occasionnant des inondations, peut provoquer la dégradation du système sanitaire et engendrer la fermeture de centres hospitaliers. Ce qui empêcherait de nombreux enfants d'avoir accès aux soins. Les impacts environnementaux comme les inondations, peuvent provoquer la dégradation du système sanitaire engendrant la fermeture de centres hospitaliers.

Selon l'UNICEF (2020), le changement climatique a un impact dévastateur sur les enfants car 99% des décès déjà attribués au réchauffement climatique surviennent dans les pays en développement et les enfants représentent 80% de décès. Aussi l'UNICEF affirme-t-elle que les maladies diarrhéiques, le paludisme et la malnutrition, causes de la mortalité infantile sont autant des phénomènes aggravés par le réchauffement climatique. Pour le Fond des Nations Unies pour l'Enfance, le nombre d'enfants impactés par les catastrophes dues au dérèglement climatique augmente de façon

exponentielle. Environ 66,5 millions d'enfants sont affectés chaque année, et ils seront environ 175 millions durant la prochaine décennie.

Concernant le droit à l'éducation, le réchauffement climatique impactant les activités agricoles avec une baisse de revenus des paysans, constitue une menace pour la scolarisation des enfants. Par ailleurs, sous la menace de la sécheresse et des inondations, provoquées par le dérèglement du climat, les parents fuient les zones impactées avec leurs enfants. Ce qui aura pour conséquence l'abandon de l'école par les enfants, mieux la fermeture des écoles dans ces zones. Le réchauffement climatique met donc en péril le droit de l'enfant à l'éducation.

La crise climatique peut occasionner la famine avec une baisse de la disponibilité alimentaire vu l'assèchement des sols et la baisse de la production agricole. Ainsi, l'enfant ne pourra être nourri convenablement (malnutrition) et aura des retards de croissance. On peut donc affirmer que le réchauffement climatique impacte le droit de l'enfant à l'alimentation.

En ce qui concerne le droit à un environnement sain, le réchauffement climatique impactant l'eau avec assèchements des rivières et ruisseaux, l'enfant sera exposé à de nombreuses maladies car n'ayant pas accès à l'eau potable.

L'exode de la population due aux effets du réchauffement climatique met en danger le droit de l'enfant à la protection contre l'exploitation et la violence. En effet, les parents ayant fui les zones impactées par le fléau, seront tentés de faire travailler leurs enfants dans des exploitations agricoles vu qu'ils ne disposent plus de moyens pour les prendre en charge.

3. Discussion

3.1. Analyse communicationnelle de l'impact du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Nos travaux ont eu le mérite de montrer un lien de causalité entre le réchauffement climatique et les droits des enfants. Les impacts du réchauffement climatique de façon générale ont une incidence sur le bien-être et l'avenir des enfants.

Dans un reportage réalisé par Africanews (<https://fr.africanews.com/embed/212930>) sur la culture du cacao le 14/11/2022, il ressort que la production du cacao a été affectée par des pluies imprévisibles, une des conséquences du réchauffement climatique. Dans le reportage, un producteur s'indigne de ce dérèglement climatique. « *Quand il aurait dû pleuvoir, ce n'est pas le cas, il n'a pas plu. Nous sommes maintenant à la fin du mois d'octobre et il pleut maintenant, mais c'est déjà trop tard* ». ce reportage plante le décor des effets indésirables du réchauffement climatique sur la filière agricole en Côte d'Ivoire ; lesquels effets plongent davantage les paysans dans une situation de précarité sans ressources financières considérables pour faire face à leurs responsabilités familiales.

Les travaux du Centre National de Recherche Agronomique (2020) sur les impacts du réchauffement climatique dans les régions du Bandama, le Moyen Comoé et le N'zi Comoé ont montré que le manque de pluie a entraîné des pertes chez les planteurs. Les plantes ne recevant pas de pluie au moment où elles en ont besoin, n'ont pu croître. Les dégâts liés aux impacts de ce fléau selon le CNRA dans ces régions sont ressentis à travers l'assèchement des rivières et ruisseaux, l'érosion des sols et le déplacement des populations vers des zones non impactées. Notre recherche a relevé ces aspects qui constituent une menace pour les populations voire pour le bien-être des enfants.

Dans le cadre de la stratégie Climat du Groupe Advans, financée par la Banque Européenne d'Investissement, Advan's Côte d'Ivoire a mené une étude (2022) sur l'impact du changement climatique sur les systèmes agricoles de Côte d'Ivoire. L'étude, une l'analyse des évolutions climatiques sur la période 1960-2020 montre une baisse de la pluviométrie annuelle, une hausse des températures moyennes, un raccourcissement de la saison des pluies ainsi qu'un allongement de la durée de l'harmattan. Cela impacte dans l'ensemble la croissance du cacaoyer et sa capacité productive et entraîne une baisse des rendements et une dégradation de la qualité des fèves. Il est en effet important de rappeler que le cacaoyer pousse initialement dans des zones forestières à climat chaud et humide et qu'il a besoin de se retrouver dans certaines conditions pour se développer. Parmi ces facteurs on retrouve notamment une bonne alimentation en eau (pluviométrie) avec une saison sèche n'excédant pas 3 mois, une température moyenne comprise entre 24°C et 28°C et un ensoleillement d'au moins 4h par jour pendant la période de floraison (d'avril à juillet). La situation décrite dans le rapport du Groupe Advans est similaire à celle des paysans d'Akoboissué que nous avons interrogés. Ils ont soutenu que la baisse de la pluviométrie a impacté considérablement la croissance des cacaoyers, des bananiers, des boutures de manioc, des tiges d'ignames. Ce qui a eu pour conséquence immédiate la baisse de leurs revenus financiers.

Le site d'information « Média terre » dans sa publication du 30 janvier 2020 donne l'alerte sur une urgence d'action en vue de freiner les effets du réchauffement climatique dans les activités de riziculture en Côte d'Ivoire plus précisément à Gagnoa. Il ressort de l'analyse des données une augmentation des températures maximales et minimales respectivement de 1,5°C et 0,5°C et une tendance à la baisse des précipitations avec des séquences sèches de plus en plus accrues et un raccourcissement de la saison des pluies. Cela a impacté négativement la production traditionnelle du riz dans la région de Gagnoa.

Les événements climatiques ne sévissent pas seulement dans le secteur agricole ; ils détruisent des infrastructures indispensables à la vie des populations à travers des inondations et glissements de terrains qui endeuillent de nombreuses familles. Le 08 juillet 2022, le journal le Monde Afrique titrait sur son site en ligne : Côte d'Ivoire, dix-neuf morts dans les inondations en juin. En effet dix-neuf personnes sont mortes au mois de juin 2022 en Côte d'Ivoire après plusieurs épisodes de fortes précipitations qui se sont notamment abattues sur Abidjan, la capitale économique, touchée par une intense saison des pluies ; occasionnant également de nombreux dégâts matériels dans plusieurs quartiers du Grand Abidjan notamment des habitations, des écoles, des centres hospitaliers. Un communiqué a même été publié à l'issue d'un conseil national de sécurité le 7 juin déplore « *un bilan tragique* » avec « *19 décès, 5 blessés ainsi que des inondations et de nombreux dégâts matériels, dans plusieurs quartiers du Grand Abidjan* ».

Ces inondations dues à la crise climatique ont provoqué un exode des populations vers des quartiers non impactés. Les individus, qui se trouvent (ou craignent de se trouver) confrontés à des inondations, doivent en construire une représentation acceptable pour pouvoir continuer à vivre avec ce risque (S. Baggio, M-L Rouqueete, 2006 : 109). Les inondations ont eu un impact sur le bien-être des enfants dans le Grand Abidjan vu que des écoles et centres hospitaliers qui ont subi des dégâts ont été fermés. Cette triste réalité constitue une menace du droit à l'éducation et à la santé de l'enfant. A ce sujet K. Fujiki (2017 : 15) écrit :

A court terme, les impacts sociaux incluent les perturbations de la vie quotidienne liées à l'arrivée de l'inondation et de ses conséquences immédiates, comme la rupture des réseaux, la fermeture des services de proximité comme les écoles et l'arrêt de l'activité

économique. Ces perturbations peuvent prendre la forme, dans le cas le plus extrême, d'une évacuation du logement d'habitation, et d'un hébergement dans la région voire hors de celle-ci, en collectivité ou chez des amis ou des proches.

Nous retiendrons in fine que les catastrophes imputées au changement climatique mettent en péril les droits fondamentaux de l'enfant car elles laissent place à des paysages de désolation, forçant des centaines de familles chaque année à se déplacer ou à vivre sous la menace en saison pluvieuse.

3.2. Pistes pour limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Les propositions visant la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants sont similaires à celles relatives à la limitation des effets du réchauffement climatique en général. Autrement dit les propositions de réduction des effets du réchauffement climatiques sont applicables dans la résolution des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant vu qu'il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Pour parvenir à lutter efficacement contre les effets de la crise climatique sur le bien-être des enfants, il faudra sensibiliser de façon régulière au moyen des médias et des campagnes de proximité les populations ivoiriennes surtout les populations des zones rurales à pratiquer le reboisement. Cette activité doit figurer parmi les priorités du gouvernement, car si le couvert forestier est retrouvé la Côte d'Ivoire aura gagné son combat contre le réchauffement climatique. Aussi faut-il encourager le monde paysan à la pratique de l'agroforesterie qui est un mode d'exploitation agricole qui associe la plantation d'arbres ou d'arbustes. Elle lutte contre l'érosion des sols et crée un microclimat favorisant les rendements des cultures. Par ailleurs, il serait judicieux d'inculquer aux enfants un comportement éco-citoyen en instaurant des concours de reboisements entre les établissements primaires, secondaires, voire universitaires et récompenser les écoles qui se seront mieux illustrées.

La fumée émanant des entreprises provoque une destruction de la couche d'ozone exposant ainsi les populations aux effets du réchauffement climatique. La Constitution ivoirienne en son article 40 dispose que « *la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique et morale* ». La notion de qualité de vie peut s'apparenter au bien-être et peut avoir un lien avec le droit à la santé. Avoir une bonne santé voudrait dire qu'il faut vivre dans un environnement sain et protégé. A cet effet, les impôts des entreprises polluantes doivent être revus à la hausse afin de soutenir les efforts du gouvernement dans sa lutte contre les effets du réchauffement climatique.

Il a été initié dans le pays plusieurs campagnes de sensibilisation contre la déforestation. Cependant, il paraît important de vulgariser le nouveau code forestier adopté en 2019 en sensibilisant les populations sur les différentes résolutions. En effet, pendant notre recherche, nous avons noté un manque d'information des populations d'Akoboissu concernant l'exploitation forestière. Ils sont victimes d'exploitants forestiers qui abattent de façon illégale des bois dans leurs champs avec la complicité de la chefferie. Or dans le nouveau code forestier, seule la personne disposant d'un titre foncier a le droit d'autoriser un abattage d'arbres sur ses terres. Les agents des eaux et forêts doivent appliquer rigoureusement les dispositions contenues dans ce nouveau code forestier en sanctionnant selon les peines prévues par la loi, tout contrevenant. Lors de nos entretiens avec les agents des eaux et forêts ; ceux-ci ont reconnu qu'il est parfois difficile de sanctionner les contrevenants vu l'interventionnisme sans cesse de chefs de villages et chefs de communautés. La proximité avec les populations joue donc sur leurs prises de décisions. « *Quand on arrête un villageois pour violation d'une des dispositions du code*

forestier, on assiste à un ballet incessant du chef du village, de chefs de communautés dans nos locaux » (G.N, 41 ans, agents des eaux et forêts). Le gouvernement se doit d'appuyer financièrement les paysans dont la production a été fortement impactée par les effets du réchauffement climatiques et favoriser leurs accès à des zones qui n'ont pas encore subi les effets dévastateurs de ce phénomène.

3.3. Préserver les droits des enfants contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire : une approche par la communication

Le réchauffement climatique entraîne déjà des canicules, des inondations, des impacts sur l'environnement et les droits des enfants. Comment communiquer donc pour mieux préserver le bien-être des enfants ?

Pour préserver les droits des enfants contre les effets du réchauffement climatique au plan communicationnel, deux types de stratégies sont nécessaires : l'atténuation et l'adaptation.

Dans la stratégie d'atténuation, l'on doit sensibiliser les populations ivoiriennes à abandonner les comportements qui visent à détruire l'environnement. L'objectif est d'amener les populations à un changement de comportement sur la question de la forêt, les inciter à protéger la forêt à travers la pratique du reboisement et de l'agroforesterie. Ces actions contribueront à diminuer les conséquences de l'effet de serre sur l'environnement, par ricochet sur les droits des enfants. Car l'enfant ne peut s'épanouir que dans un environnement sain. Aussi les parents se doivent-ils de communiquer avec les enfants sur le réchauffement climatique et ses conséquences afin de les préparer à affronter ce fléau, leur inculquer un comportement éco citoyen car la protection de l'environnement est gage de la survie de tous mais particulièrement pour les enfants qui sont très vulnérables. Dans cette stratégie, un plaidoyer auprès du gouvernement s'impose. En effet, il faudra adresser un plaidoyer au gouvernement ivoirien afin qu'il mette véritablement en exécution la mesure du comité des droits des enfants de l'ONU sur la protection des enfants face aux effets du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement. Réagissant aux lignes directrices faisant autorité publiées par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, concluant que les pays doivent de toute urgence mettre en place des mesures pour faire face aux préjudices et menaces pour les droits des enfants liés au changement climatique et aux dégradations de l'environnement, Ann Harrison, conseillère sur les questions climatiques à Amnesty International, a déclaré :

« Les enfants sont parmi les personnes les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique et des dégradations de l'environnement dans le monde, alors même que ce sont aussi les moins responsables de cette crise mondiale, qui menace maintenant leurs droits ».

Dans la seconde stratégie, dite d'adaptation, il s'agira de mettre en place des actions pour adapter les droits des enfants aux effets du réchauffement climatique et réduire considérablement le niveau de risque et de vulnérabilité chez l'enfant. Il faudrait par ailleurs communiquer sur des actions visant à préserver les enfants des conséquences inévitables du réchauffement climatique. Les fortes pluies sont l'une des conséquences du réchauffement climatique. Elles entraînent à cet effet un risque accru d'inondation et détruisent les infrastructures sanitaires, scolaires mettant ainsi en péril les droits des enfants à la santé, à l'éducation. Ces inondations désorganisent et déstabilisent les familles exposant les enfants à toute forme d'exploitation. Pour limiter les effets, il faudrait élaborer une carte des zones d'habitation à risque et intensifier les campagnes de sensibilisations auprès des familles sur les dangers de vivre sur ces sites. Également, proposer des cartes d'aléas d'inondations et des axes de ruissellement. Mieux, plaidoyer auprès des autorités pour le recasement de ces familles dans des zones non à risque. Ces

actions permettront à terme de protéger les familles et les enfants des désastres du réchauffement climatique.

Pour assurer le droit des enfants à l'alimentation face aux conséquences du réchauffement climatique sur l'agriculture, l'on doit au moyen de la communication persuasive, convaincre les paysans à ne pas commercialiser toutes leurs productions vivrières mais à réserver une quantité suffisante en cas de la baisse de productions due à la crise climatique.

Conclusion

Le réchauffement climatique est un fléau mondial qui n'épargne aucun pays. Ses effets sont très dévastateurs pour l'humanité. Il met en péril les droits fondamentaux de l'enfant en s'attaquant à son droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, à un environnement sain et à la protection contre l'exploitation et la violence. Notre recherche a porté un regard sur la contribution de la communication à la préservation des droits des enfants face aux effets du réchauffement climatique. Elle a réussi à établir un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants à travers les impacts de la crise climatique sur le bien-être des enfants en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, deux stratégies ont été proposées : la stratégie de l'atténuation et la stratégie d'adaptation. Par ailleurs, la recherche a fait plusieurs propositions fondées sur le plaidoyer et la sensibilisation. Elle adresse des plaidoyers aux autorités ivoiriennes sous divers aspects : appuyer financièrement les populations dans la pratique du reboisement et de l'agroforesterie ; appliquer avec rigueur les lois protectrices de l'environnement ; mettre véritablement en exécution la mesure du comité des droits des enfants de l'ONU sur la protection des enfants face aux effets du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement. En ce qui concerne la sensibilisation : sensibiliser les populations des zones rurales à la pratique du reboisement et de l'agroforesterie ; convaincre au moyen de la communication persuasive les paysans à ne pas commercialiser toutes leurs productions vivrières mais à réserver une quantité suffisante en cas de baisse de la production ; intensifier les campagnes de sensibilisation auprès des familles vivant dans des zones susceptibles d'être impactées par des inondations provoquées par le réchauffement climatique. Ces inondations constituent une menace pour les droits à un environnement sain, à la santé, à la scolarisation des enfants. Le respect de l'ensemble de ces propositions pourrait constituer un bouclier pour les droits des enfants contre les conséquences désastreuses du réchauffement climatique.

Références Bibliographiques

Andréa Anderson (2005), *The Community Builder's Approach to Theory of Change : A Practical Guide to Theory Development*, The Aspen Institute Roundtable on Community Change, 281 Park Avenue South, Fifth Floor, New York, NY 10010

Baggio Stéphanie, Rouquette Michel-Louis (2006) « La représentation sociale de l'inondation : influence croisée de la proximité au risque et de l'importance de l'enjeu », dans *Bulletin de psychologie*, Vol.1, N°481, p. 103- 117

Fujiki Kenji (2017), *Etude prospective des impacts sociaux d'une inondation majeure en région Ile-de-France. Disparités socio-spatiales dans la prise en charge des populations franciliennes en situation de crise et post-crise : une analyse cartographiée et quantifiée des besoins des ménages, de l'évacuation à la reconstruction*, Géographie. Université de Lyon (Université Jean Moulin Lyon 3)

Goula Bi Tié Albdert et al. (2006) « Impacts du changement climatique sur les ressources en eau en zone tropicale humide : cas du bassin versant du Bandama en Côte

d'Ivoire », dans *Agronomie Africaine*, Vol. 18, N°1, p. 1-11, repéré sur : <https://www.ajol.info/index.php/aga/article/view/1674> consulté le 10 octobre 2023

Le Monde Afrique (2022), *Côte d'Ivoire : dix-neuf morts dans les inondations en juin*, repéré sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/08/cote-d-ivoire-dix-neuf-morts-dans-les-inondations-en-juin_6133930_3212.html , consulté le 9 décembre 2023

Média Terre (2020), *Changements climatiques en Côte d'Ivoire : L'urgence de l'action !* repéré sur <https://www.mediaterre.org/actu,20200130113406,5.html>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport Advan's Côte d'Ivoire (2022), *Impacts du changement climatique sur les producteurs de cacao*, repéré sur : <https://www.advansgroup.com/fr/media/actualites/advans-cote-divoire-evalue-les-impacts-du-changement-climatique-sur-les-producteurs-de-cacao/>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport CNRA (2020), *le changement des régions du Bandama, du Moyen Comoé, du N'zi Comoé*

Rapport OIM (2008), *Migrations et changements climatiques*, N° 31 Editeur : Organisation internationale pour les migrations 17 route des Morillons, 1211 Genève 19, Suisse, Traduction française : Marc Tessier et Pierre Nicolas, repéré sur <https://publications.iom.int › pdf › mrs-3>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport UNICEF 2020, *Présentation de l'indice des risques climatiques pour les enfants* octobre 2023

RGPH Côte d'Ivoire (2021)

Taplin Dana et al (2013), *Theory of Change*, New York : Actknowledge and the Rockefeller Foundation

Terre des Hommes Suisse (2023), *La crise climatique menace les droits de l'enfant*, repéré sur : <https://terredeshommessuisse.ch/la-crise-climatique-menace-les-droits-de-lenfant> , consulté le 10 octobre 2023